

Rapport du commissaire aux comptes

ACCES

Association Chrétienne de Coordination, d'Entraide et de Solidarité

KAPPA CONSULTANTS

11, avenue de Strasbourg - DIDENHEIM
68060 MULHOUSE CEDEX



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES SOCIAUX
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

A l'assemblée générale de l'association

ACCES

Association déclarée et régie par les articles 21 à 79 du Code Civil Local

9 rue des Chaudronniers

68100 MULHOUSE

TGI de MULHOUSE 324 128 859

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

1) Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale de l'association ACCES – Association Chrétienne de Coordination, d'Entraide et de Solidarité, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2) Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3) Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels en application du règlement ANC n°2022-06 à compter du 1^{er} janvier 2025.

4) Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe précise que l'association a appliqué la réglementation comptable en vigueur sans avoir à pratiquer de changement de méthode.

- Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association, décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5) Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

6) Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association, ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

7) Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels


Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à MULHOUSE, le 30 avril 2026

Sur 27 pages incluant les comptes annuels et son annexe


KAPPA CONSULTANTS
Elise BECQUET-MARESCHERIE
Commissaire aux comptes

Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Comptes annuels



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	129 392	107 359	22 033	7 651
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 271 468	921 985	349 483	379 714
Installations techniques, matériel et outillage	845 762	768 952	76 810	92 625
Autres immobilisations corporelles	4 123 016	3 161 372	961 644	996 791
Immob. en cours / Avances et acomptes				43 272
Immobilisations financières				
Participations	915		915	915
Prêts	212 567		212 567	183 300
Autres immobilisations financières	139 711		139 711	136 888
Total Actif immobilisé (II)	6 722 831	4 959 668	1 763 162	1 841 155
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.	5 508		5 508	4 251
Créances				
Usagers et comptes rattachés	349 882		349 882	388 962
Autres créances	1 097 573		1 097 573	1 235 106
Charges constatées d'avance	56 218		56 218	21 691
Divers				
Valeurs mobilières de placement	73 500		73 500	73 500
Disponibilités	4 918 175		4 918 175	4 920 379
Total Actif circulant (III)	6 500 856		6 500 856	6 643 888
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	13 223 687	4 959 668	8 264 019	8 485 043



Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	-638 393	-451 249
Autres fonds propres avec droit de reprise	-638 393	-451 249
Réserves	895 546	843 390
Réserves pour projet de l'entité	895 546	843 390
Report à nouveau	824 963	793 676
Excédent ou déficit de l'exercice	207 455	45 828
Situation nette (sous-total)	1 289 572	1 231 645
Subventions d'investissement	240 309	278 808
Provisions réglementées	113 686	113 686
Total des capitaux propres (I)	1 643 567	1 624 140
Fonds reportés et dédiés		
Fonds dédiés	1 659 986	1 414 159
Total des fonds reportés et dédiés (II)	1 659 986	1 414 159
Provisions		
Provisions pour risques	1 521 250	1 462 577
Provisions pour charges	19 618	19 618
Total des provisions (III)	1 540 869	1 482 196
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	217	156
Emprunts et dettes financières diverses		5 640
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	766 029	889 333
Dettes fiscales et sociales	1 071 206	1 003 416
Autres dettes	1 579 673	2 064 857
Produits constatés d'avance	2 472	1 147
Total des dettes (IV)	3 419 597	3 964 549
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	8 264 019	8 485 043



Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 025	1 275
Ventes de biens et de services	999 142	989 558
Ventes de biens	3 323	2 967
Ventes de prestations services	995 818	986 592
Produits de tiers financeurs	17 093 705	17 047 276
Concours publics et subventions d'exploitation	16 994 001	16 964 197
Ressources liées à la générosité du public	97 748	11 552
Contributions financières	1 957	71 527
Repr. / amort., dépréc. et prov.	350 468	350 783
Produits des cessions d'immobilisations	3 599	
Utilisation des fonds dédiés	827 605	670 855
Autres produits	8 983	34
Total des produits d'exploitation (I)	19 284 526	19 059 782
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes	7 839 192	7 992 352
Aides financières	234	
Impôts, taxes et versements assimilés	640 690	654 178
Salaires	6 651 087	6 646 558
Cotisations sociales	2 262 346	2 134 658
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	412 260	420 735
Sur immob. : dotations aux amort.	412 260	420 735
Dotations aux provisions	266 486	527 156
Reports en fonds dédiés	777 730	476 032
Autres charges	259 046	273 513
Total des charges d'exploitation (II)	19 109 070	19 125 182
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	175 457	-65 401
Produits financiers		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.	41 540	33 168
Total des produits financiers (III)	41 540	33 168
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées		126
Total des charges financières (IV)		126
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	41 540	33 041
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	216 997	-32 359
Total des produits exceptionnels (V)		384 990
Total des charges exceptionnelles (VI)		299 419
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		85 571
Impôts sur les bénéfices (VIII)	9 542	7 383
Total des produits (I + III + V)	19 326 066	19 477 939
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	19 118 612	19 432 111
EXCEDENT OU DEFICIT	207 455	45 828
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	298 543	487 713
TOTAL	298 543	487 713
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	298 543	487 713
TOTAL	298 543	487 713

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe





Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	x		
- Faits caractéristiques		x	
- Actif immobilisé	x		
- Détail des immobilisations		x	
- Estimation du portefeuille de TIAP		x	
- Liste des filiales		x	
- Détail des amortissements		x	
- Etat des échéances des créances	x		
- Etat des échéances des dettes	x		
- Dettes garanties par des suretés réelles		x	
- Tableau de variation des fonds propres	x		
- Provisions réglementées		x	
- Provisions pour risques et charges	x		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance	x (Détail)		
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
- Ventilation des ressources nettes	x		
- Honoraires des commissaires aux comptes		x	
- Subventions d'exploitation	x		
- Concours publics et subventions	x		
- Résultat financier		x	
- Eléments exceptionnels		x	
- Analyse du résultat			
- Tableau des effectifs		x	
- Rémunération des dirigeants	x		
- Engagements financiers donnés		x	
- Engagements financiers reçus		x	
- Crédit-bail		x	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		x	
- Engagement de retraite	x		
- CICE		x	
- Contributions volontaires	x		
- Suivi des legs et donations		x	
- Détail des legs, donations et assurances-vie		x	
- Suivi des dons restant à vendre		x	
- Legs autorisés à réaliser		x	
- Suivi des subventions affectées	x		
- Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	x		
- Fonds dédiés sur générosité du public		x	
- Compte de résultat par origine et destination		x	
- Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étra		x	



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ACCES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 8 264 019 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 207 455 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

OBJET SOCIAL : ACCES, association engagée dans le champ du social depuis plus 50 ans, développe différents accueils et accompagnements adaptés, au service de familles ou de personnes isolées en très grande difficulté, sur le territoire du Haut-Rhin

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES :

ACCES, administrée par un Conseil d'administration, est organisé en 6 pôles d'action, concernant diverses typologies de personnes en difficulté et proposant des réponses plurielles et adaptées :

Le Pôle Inclusion Logement, accueille, en logement diffus ou en semi-collectif, des familles en difficulté de logement, des femmes victimes de violences conjugales, des personnes sortant d'incarcération ou placées sous main de justice, ainsi que des personnes sans abri. Un service d'intermédiation locative est déployé sur l'ensemble du département afin de favoriser l'accès rapide à un logement pérenne.

Le Pôle Projet Réfugié accueille en logement diffus ou collectifs des personnes isolées ou des familles en procédure de demande d'asile et des réfugiés en attente d'une solution de logement autonome. Ce Pôle gère également une structure de premier accueil des demandeurs d'asile sur le territoire haut-rhinois sous mandat confié par la Ministère de l'Intérieur.

Le Pôle Action Jeunes et Habitat accueille des mineurs non accompagnés venus d'autres horizons, engagés dans un processus d'insertion dans le tissu sociétal français, ainsi que des jeunes majeurs, pour la plupart travailleurs, nécessitant un accompagnement dans leur accès à l'autonomie, au logement et à la stabilisation de leur parcours.

Le Pôle Accompagnement Vers l'Emploi : Accueille dans son Chantier d'insertion des salariés bénéficiant d'un contrat spécifique d'insertion pour plusieurs mois, tremplin vers une formation, et si possible un emploi pérenne.

Le Pôle SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation) : plateforme d'accueil et d'orientation de toutes les demandes de l'urgence (Téléphonie 115 ou SAMU Social), de l'insertion par l'hébergement, d'accès au logement.

Le Pôle Siège: regroupe les fonctions support, le secrétariat du Siège, le service Comptabilité et gestion, le service Ressources humaines.

MOYENS MIS EN OEUVRE :

Des services pluriels organisés en Pôles, établissements ou services.

Des bâtiments pour la plupart sous la forme de locations dans le tissu des bailleurs sociaux, pour l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement des populations en difficulté.

Des véhicules, des moyens informatiques et de téléphonie.

Un Chantier d'insertion doté de matériels spécifiques, véhicules, machines et installations adaptées aux activités du Chantier (découpe de tissu industriel, espaces verts, second œuvre, sous-traitance industrielle).

Des moyens humains étendus : plus de 220 salariés, dont nombre de travailleurs sociaux, répartis dans plusieurs équipes encadrées par des chefs de service et des directeurs de pôles.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,



Règles et méthodes comptables

- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'application du règlement ANC n°2022-06 à compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, a notamment eu pour conséquence l'utilisation de comptes différents de ceux utilisés sur l'exercice précédent, ce qui impacte la bonne comparaison des comptes d'un exercice sur l'autre.

Impacts significatifs sur le compte de résultat

Passage du résultat exceptionnel au résultat courant :

Les cessions d'immobilisations réalisées au cours de l'exercice ont généré une plus-value globale de 3 364 € qui a été comptabilisée dans le résultat courant 2025, alors que préalablement à l'application du nouveau règlement, elle aurait été comptabilisée en résultat exceptionnel. En comparaison, la plus-value globale de 506 € réalisée sur les cessions d'immobilisations au cours de l'exercice précédent, figure dans le résultat exceptionnel 2024.

La quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2025 pour 54 684 € a été comptabilisée dans le résultat d'exploitation, alors que préalablement à l'application du nouveau règlement, elle aurait été comptabilisée en résultat exceptionnel. En comparaison, la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice précédent figure dans le résultat exceptionnel 2024 pour 57 738 €

Le compte « indemnités et autres produits » de l'exercice 2025, comprend 8 983 € qui auraient été comptabilisés en résultat exceptionnel préalablement à l'application du nouveau règlement. En comparaison, les autres produits exceptionnels de l'exercice 2024 s'élevaient à 326 325 €

Le compte « pénalités et autres charges » de l'exercice 2025, comprend 11 378 € qui auraient été comptabilisés en résultat exceptionnel préalablement à l'application du nouveau règlement. En comparaison, les autres charges exceptionnelles de l'exercice 2024 s'élevaient à 299 000 €.

Le compte « libéralités reçues » de l'exercice 2025, comprend 76 613 € qui auraient été comptabilisés en résultat exceptionnel préalablement à l'application du nouveau règlement. En comparaison, les produits exceptionnels de l'exercice 2024 s'élevaient à 51 146 €

Suppression de la technique de transferts de charges :

Cette année 2025, aucun montant n'a été inscrit en remboursements de charges de personnel, ni en produits des activités annexes et ni en indemnités d'assurance. En comparaison, les transferts de charges de l'exercice 2024 s'élevaient à 18 404 €.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	109 425	19 967		129 392
Immobilisations incorporelles	109 425	19 967		129 392
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	354 292			354 292
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	895 451	21 725		917 176
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	839 524	6 238		845 762
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 114 673	165 514	3 251	1 276 937
- Matériel de transport	1 193 624	53 631	29 023	1 218 231
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 533 669	99 019	9 566	1 623 121
- Emballages récupérables et divers	4 727			4 727
- Immobilisations corporelles en cours	43 272		43 271	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	5 979 232	346 127	85 111	6 240 246
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	915			915
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	320 188	32 090		352 278
Immobilisations financières	321 103	32 090		353 193
ACTIF IMMOBILISE	6 409 759	398 184	85 111	6 722 831



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	101 773	5 585		107 359
Immobilisations incorporelles	101 773	5 585		107 359
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	251 197	7 025		258 222
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	618 832	44 924		663 763
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	746 899	22 053		768 952
- Installations générales, agencements aménagements divers	688 544	87 898	69	776 373
- Matériel de transport	873 032	118 510	25 643	965 899
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 283 599	120 345	2 694	1 401 250
- Emballages récupérables et divers	4 727	13 122		17 850
Immobilisations corporelles	4 466 830	413 877	28 406	4 852 310
ACTIF IMMOBILISE	4 568 603	419 462	28 406	4 959 668



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 855 951 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	212 567		212 567
Autres	139 711		139 711
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	349 882	349 882	
Autres	1 097 573	1 097 573	
Charges constatées d'avance	56 218	56 218	
Total	1 855 951	1 503 673	352 278
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
AVOIRS NON PARVENUS	4 625
ORGANISMES - PROD. A RECEVOIR	10 444
PRODUITS A RECEVOIR	8 499
Total	23 569



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	843 390	-1 434	8 056		850 012
Réserves des activités sociales			45 535		45 535
RAN hors activités sociales	793 676		31 287		824 963
RAN des activités sociales				638 393	-638 393
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-1 434	1 434	207 455		207 455
Exc.ou Déficit des activités sociales	47 262	-47 262			
Situation nette	1 682 894	-47 262	292 332	638 393	1 289 572
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	278 808			38 499	240 309
Provisions réglementées	113 686				113 686
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	2 075 389	-47 262	292 332	676 892	1 643 567

Le résultat de l'exercice, qui s'élève à 207 455 €, est ventilé entre activités pérennes et non pérennes, et réparti entre les différents pôles soumis au contrôle des tiers financeurs comme suit :

Financements perennes :

- POLE INCLUSION LOGEMENT : bénéfice de 9 008 €
- POLE ACTION JEUNES ET HABITAT : bénéfice de 974 €
- POLE PROJET REFUGIE : bénéfice de 17 158 €
- POLE ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI : bénéfice de 519 €
- SIEGE SOIAL : bénéfice de 3 973 €
- ASSOCIATION ET APPARTEMENT : bénéfice de 29 331 €

Financements non perennes :

- POLE INCLUSION LOGEMENT : bénéfice de 146 490 €



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations	19 618				19 618
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	1 462 578	191 010	132 337		1 521 251
Total	1 482 196	191 010	132 337		1 540 869
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		191 010	132 337		
Financières					
Exceptionnelles					

Toutes les provisions (hormis les comptes 15121201 et 15160001 qui concernent l'association et le prochain départ à la retraite de l'aumônier avec une période de doublure de 2 mois (base mois 12/25 chargée)) sont soumise au financeur qui répondra soit en N+1 (2026) pour les établissements sous subvention, soit en N+2 (2027) pour les établissements sous DGF s'il les valide.

les provisions non pérennes de l'exercice s'élèvent à 191 010.68 € et concernent dans le détail :

- 20 000 € pour un Prud'Hommes
- 28 489 € pour des départs à la retraite
- 14 500 € pour des formations
- 95 000 € pour des vacations psychothérapeutique
- 10 000 € pour une réactualisation en communication
- 3 000 € pour des équipements informatique
- 3 871 € pour le relais aumonier
- et 1 149 € pour des exourts ou annulation



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 419 597 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	217	217		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	766 029	766 029		
Dettes fiscales et sociales	1 071 206	1 071 206		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 579 673	1 579 673		
Produits constatés d'avance	2 472	2 472		
Total	3 419 597	3 419 597		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FACTURES NON PARVENUES	296 391
INTERETS COURUS A PAYER	217
CONGES A PAYER	368 404
CH. SOCIALES POUR CONGES A PAYER	194 448
ETAT - CHARGES A PAYER	1
CHARGES A PAYER	185 515
Total	1 044 976



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		56 217	
Total		56 217	

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		2 472	
Total		2 472	



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2025
Chantiers d'insertion	661 787
Hébergement	171 176
Ventes diverses	3 323
Médico-social	164 112
Cotisations	1 025
TOTAL	1 001 423

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		4 405 364	935 364			5 340 728
Subventions d'exploitation	115 107	8 744 042	1 400 359	85 481	1 308 284	11 653 273
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						16 994 001



Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 15 852 euros.

* HARTENBERGER JF : 15 852 euros.

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

L'engagement selon une méthode actuarielle par salarié n'est pas faite. Les sommes enregistrées en comptabilité pour un total de 377 489 €, pour certains établissements, correspondent à des enveloppes accordées par les financeurs.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature	298 543	487 713
Total	298 543	487 713
Emplois		
Secours en nature	298 543	487 713
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total	298 543	487 713

« Les contributions volontaires correspondent à la valorisation des dons effectués par la banque alimentaire.

Au cours de l'exercice 2025, ces contributions volontaires ont été valorisées pour un montant de 298 543 €. »



Autres informations

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
	A		B		C	A - B + C	
19400015 SOLDE S	9 244	9 244	4 752			4 492	
19400016 SUB DDE	6 810	6 810	6 810				
19400024B SOLDE	68 997	68 997	68 997		302	302	
19400024E SOLDE	12	12				12	
19400027 SOLDE R	59 309	59 309			439	59 748	
19400028 SOLDE S	23 800	23 800	23 800		32	32	
19400029 SOLDE S	33 020	33 020	36 902		3 883		
19400032C SOLDE	507	507			14 919	15 426	
19400033 SOLDE S	1 120	1 120	7 160			-6 040	
19400034B SOLDE	606	606	6 901			-6 295	
19400032C SOLDE	10 990	10 990	10 702			288	
19400051B SOLDE	14 887	14 887	4 833			10 054	
19400051 SOLDE SI	181	181	181		405	405	
19400052 SOLDE C	230 379	230 379	96 707			133 672	
19400053B SOLDE	32 813	32 813	1 607		83	31 288	
19400054 SOLDE S	21 863	21 863	21 863		480 250	480 250	
19400055 SOLDE S	31 571	31 571				31 571	
19400055 -1940002	576 368	576 368	95 612			480 756	
19400056 SOLDE E	26 531	26 531	2 149		14 796	39 178	
19400057 SOLDE C	12 502	12 502	224			12 278	
19400058B SOLDE	20 037	20 037	12 129			7 908	
19400058 SOLDE S	161 531	161 531	117 552		8 244	52 223	
19400059 SOLDE H	13 832	13 832			176 608	190 440	
19400027F SOLDE	27 082	27 082	27 082				
19400039 PROV SO	10 000	10 000				10 000	
19400039 SOLDE H	15 161	15 161			33 413	48 574	
19400017 SOLDE C					8 454	8 454	
19400051C SOLDE					12 500	12 500	
19400056B SOLDE					23 697	23 697	
Total	1 409 153	1 409 153	545 963		778 025	1 641 215	

Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
	A		B		C	A - B + C	
Total							





KAPPA CONSULTANTS

Société de commissariat aux Comptes

11 avenue de Strasbourg - DIDENHEIM
68060 MULHOUSE CEDEX
03 89 33 14 14 - audit@kappa-consultants.com
kappa-consultants.com

